

3) après un séjour dans une structure résidentielle pour des raisons médicales ou psychiatriques ou par un placement, lorsque les besoins éducatifs ont changé tellement que l'équipe CLB, de concert avec tous les partenaires, décide qu'une modification du type ou de la forme d'enseignement s'avère nécessaire ;

4) la nécessité d'une admission à une structure résidentielle ou par un placement, lorsque les besoins éducatifs ont changé tellement que l'équipe CLB, de concert avec tous les partenaires, décide qu'une modification du type ou de la forme d'enseignement ou du niveau d'enseignement s'avère nécessaire ;

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2003 relatif à l'inclusion d'élèves présentant une déficience intellectuelle dans l'enseignement primaire et secondaire ordinaire est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 9 septembre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS
La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204801]

15 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Comités de branche de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par le décret du 3 décembre 2015, les articles 4/1 § 3 1^o et 22, § 2;

Considérant les règlements d'ordre intérieur des Comités de branche approuvés par le Conseil général le 2 juin 2016;

Sur la proposition du Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Comité de la branche « Bien-être et Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, joint en annexe du présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le règlement d'ordre intérieur du Comité de la branche « Handicap » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, joint en annexe du présent arrêté, est approuvé.

Art. 3. Le règlement d'ordre intérieur du Comité de la branche « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, joint en annexe du présent arrêté, est approuvé.

Art. 4. Le Ministre de l'Action sociale et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE
Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PRÉVOT

ANNEXE 1

Règlement d'ordre intérieur du Comité « Handicap » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

CHAPITRE I^{er}. — Des convocations

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Président convoque les membres du Comité « Handicap » ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Comité « Handicap » fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Des séances extraordinaires peuvent être convoquées lorsque le Président le juge utile ou à la demande :

1^o d'au moins deux membres du Comité « Handicap »;

2^o de l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap »;

3^o de l'Administrateur général;

4^o du Ministre ayant l'Action sociale et la Santé dans ses attributions;

5^o d'un Commissaire du Gouvernement wallon.

Les demandes de convocation doivent être adressées par écrit au Président ou introduites au cours d'une réunion du Comité « Handicap ». Elles déterminent les points dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

Le Président fixe l'heure et la date de la séance extraordinaire, après consultation de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap », endéans les quinze jours de la demande, à moins que le ou les demandeurs marquent leur accord sur une date ultérieure.

Art. 2. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres effectifs et suppléants. Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au secrétariat du Comité « Handicap ». Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence quand l'administration justifie que l'absence de décision met en péril la gestion de l'Agence ou la situation d'un de ses bénéficiaires. La convocation peut être adressée par courriel dans un délai de deux jours endéans la tenue de la réunion.

Art. 3. § 1^{er}. L'ordre du jour est fixé par le Président en concertation avec l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap ».

A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour est approuvé. Il peut être modifié ou complété.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance ordinaire doit en faire la demande par écrit au Président, à moins qu'il ne la formule en séance.

Le Président fixe la date de la séance à l'ordre du jour de laquelle ce point sera inscrit.

Lorsque le Comité « Handicap » décide de reporter l'examen d'un point figurant à l'ordre du jour, ce point doit obligatoirement être inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement.

Le Comité « Handicap » peut décider, en cas d'urgence et de manière exceptionnelle, de recourir à une procédure de ratification écrite. Les membres du Comité « Handicap » renvoient leurs remarques par écrit dans le délai fixé par le Président. En cas de désaccord ou de divergences dans les réponses des membres, le Président renvoie le point à l'ordre du jour de la prochaine séance.

§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire et d'un projet de décision pour chaque point.

Le caractère confidentiel des documents de travail sera inscrit en filigrane sur l'ensemble des notes et de leurs annexes.

§ 3. Tout envoi ou toute communication écrite, notamment les demandes de convocation, convocations aux réunions, demandes d'inscription à l'ordre du jour, communications de documents, etc., peuvent se faire par voie postale et/ou par voie électronique.

Chapitre II. — *Lieu de réunion*

Art. 4. Le Comité « Handicap » se réunit dans les locaux de l'Agence. Dans des cas exceptionnels, il peut se réunir en tout autre lieu.

Chapitre III. — *Présence aux réunions*

Art. 5. Il appartient au membre effectif empêché de demander à un membre suppléant de le remplacer.

Les convocations et documents de travail sont adressés aussi bien aux membres suppléants qu'aux membres effectifs.

Art. 6. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-président, ses attributions sont exercées par le membre désigné par le Comité « Handicap ».

Art. 7. Assistent avec voix consultative:

1° l'Administrateur général, l'Administrateur général adjoint et l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap » ou leurs délégués;

2° les personnes invitées au titre d'expert sur décision du Comité « Handicap »;

3° les membres du personnel de l'Agence désignés par l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap »;

4° les Commissaires du Gouvernement.

Art. 8. Le Comité « Handicap » se réunit à huis clos. Toute personne qui assiste aux réunions à quelque titre que ce soit est tenue :

1° de s'abstenir d'intervenir à titre personnel dans les délibérations;

2° d'observer strictement la discipline des réunions;

3° de garder le secret des délibérations;

4° de s'engager par écrit à se conformer aux obligations précitées.

Chapitre IV. — *Présences, délibérations et votes*

Art. 9. Les membres du Comité « Handicap » ainsi que les personnes ayant voix consultative signent une liste de présence.

La réunion est ouverte par le Président à la condition que le Comité « Handicap » soit en nombre pour délibérer valablement. Le Comité « Handicap » est valablement constitué si chacune des catégories qui le composent conformément à l'article 18, § 1^{er} du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, est représentée par la moitié de ses membres au moins.

Dans l'hypothèse où le Comité « Handicap » n'a pu être valablement constitué, le Comité est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 2, le Comité « Handicap » est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

Art. 10. Le Président du Comité « Handicap » ouvre, dirige et clôt les débats, il accorde, refuse ou retire la parole. Il assure le bon fonctionnement de la réunion, maintient l'ordre et fait observer le règlement.

Art. 11. Les points inscrits à l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre où ils y figurent. Cet ordre peut cependant être modifié par décision du Président ou du Comité « Handicap ».

Art. 12. L'Administrateur général, assisté de l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap », fait rapport sur chacune des questions inscrites à l'ordre du jour. Ils peuvent se faire assister de membres du personnel de l'Agence.

Art. 13. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au Comité « Handicap », dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au Président avant la réunion.

Art. 14. Toute délibération relative à un des points figurant à l'ordre du jour peut être ajournée par décision du Comité « Handicap » sur la proposition du Président.

Art. 15. § 1^{er}. S'agissant de l'ensemble des missions du Comité « Handicap », les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention. Elle est actée au procès-verbal.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le Comité « Handicap » peut, pour les questions de personnes, décider de voter par scrutin secret.

Chapitre V. — *Secrétariat du Comité « Handicap »*

Art. 16. Le Conseil général désigne, parmi les membres du personnel des services de la branche concernée, sur proposition conjointe du Comité de branche « Handicap », de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap » la personne chargée du secrétariat.

Chapitre VI. — *Les procès-verbaux*

Art. 17. Le secrétaire établit un projet de procès-verbal. Le procès-verbal indique les noms des membres présents, des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de réunion, ainsi que des personnes présentes avec voix consultatives et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats ainsi que le résultat des votes et la motivation formelle des décisions.

Art. 18. Le Comité « Handicap » peut, en cas d'urgence, approuver en séance le procès-verbal en tout ou en partie.

Le Comité « Handicap » arrête le texte définitif des procès-verbaux.

Art. 19. Les procès-verbaux approuvés sont signés par le Président, l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap » ou par leur remplaçant. Ils sont conservés au siège de l'Agence.

Art. 20. Les membres du Comité « Handicap » et les personnes qui y assistent avec voix consultative ont en tout temps le droit de consulter les procès-verbaux.

Art. 21. Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap ».

Chapitre VII. — *Exécution et publication des décisions*

Art. 22. L'exécution des décisions du Comité « Handicap » et leurs publications éventuelles est confiée à l'Administrateur général ou l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap » en fonction des délégations accordées.

L'exécution se fait sans attendre l'approbation du procès-verbal sauf pour les points dont le Comité « Handicap » a décidé d'en différer l'exécution jusqu'après l'approbation du procès-verbal.

Chapitre VIII. — *Droits et devoirs des membres du Comité « Handicap »*

Art. 23. Les membres qui désirent obtenir ou communiquer des informations complémentaires sur les points inscrits à l'ordre du jour se mettent en rapport avec l'Administrateur général ou l'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap ».

Art. 24. L'Agence met à la disposition de chaque membre, en version électronique, un recueil des textes légaux et réglementaires. L'Inspecteur général responsable de la branche « Handicap » tient ce recueil à jour.

Art. 25. La présence aux réunions est obligatoire, sans préjudice de l'article 5.

Art. 26. Le membre s'engage à ne pas se laisser guider par des intérêts personnels mais à toujours décider, agir dans l'intérêt de l'Agence et prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations personnelles.

Art. 27. Le membre ne défendra pas publiquement, au nom de l'Agence, des points de vue non conformes aux options stratégiques décidées par les instances de l'Agence.

Art. 28. Le membre renoncera sans conditions aux avantages de toute nature qui lui seront offerts par des tiers en échange d'une influence lors d'une prise de décision au sein du Comité « Handicap ».

Art. 29. Le membre est tenu à un devoir de réserve pour toutes les informations, délibérations, votes, procès-verbaux et décisions qu'il obtient ou dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Le membre transmettra les informations strictement nécessaires pour rendre compte de ses missions auprès de l'organisation qu'il représente, en s'assurant que cette transmission présente les garanties nécessaires au devoir de discrétion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Comités de branche de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PRÉVOT

ANNEXE 2

Règlement d'ordre intérieur du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

CHAPITRE I^{er}. — *Des convocations*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Président convoque les membres du Comité « Familles » ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Comité « Familles » fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Des séances extraordinaires peuvent être convoquées lorsque le Président le juge utile ou à la demande :

1° d'au moins deux membres du Comité « Familles »;

2° de l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles »;

3° de l'Administrateur général;

4° du Ministre ayant l'Action sociale et la Santé dans ses attributions;

5° d'un Commissaire du Gouvernement wallon.

Les demandes de convocation doivent être adressées par écrit au Président ou introduites au cours d'une réunion du Comité « Familles ». Elles déterminent les points dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

Le Président fixe l'heure et la date de la séance extraordinaire, après consultation de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles », endéans les quinze jours de la demande, à moins que le ou les demandeurs marquent leur accord sur une date ultérieure.

Art. 2. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres effectifs et suppléants. Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au secrétariat du Comité « Familles ». Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence quand l'Administration justifie que l'absence de décision met en péril la gestion de l'Agence ou la situation d'un de ses bénéficiaires. La convocation peut être adressée par courriel dans un délai de deux jours endéans la tenue de la réunion.

Art. 3. § 1^{er}. L'ordre du jour est fixé par le Président en concertation avec l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles ».

A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour est approuvé. Il peut être modifié ou complété.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance ordinaire doit en faire la demande par écrit au Président, à moins qu'il ne la formule en séance. Le Président fixe la date de la séance à l'ordre du jour de laquelle ce point sera inscrit.

Lorsque le Comité « Familles » décide de reporter l'examen d'un point figurant à l'ordre du jour, ce point doit obligatoirement être inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement.

Le Comité « Familles » peut décider en cas d'urgence et de manière exceptionnelle de recourir à une procédure de ratification écrite. Les membres du Comité « Familles » renvoient leurs remarques par écrit dans le délai fixé par le Président. En cas de désaccord ou de divergences dans les réponses des membres, le président renvoie le point à l'ordre du jour de la prochaine séance.

§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire et d'un projet de décision pour chaque point.

Le caractère confidentiel des documents de travail sera inscrit en filigrane sur l'ensemble des notes et de leurs annexes.

§ 3. Tout envoi ou toute communication écrite, notamment les demandes de convocation, convocations aux réunions, demandes d'inscription à l'ordre du jour, communications de documents, etc., peuvent se faire par voie postale et/ou par voie électronique.

CHAPITRE II. — *Lieu de réunion*

Art. 4. Le Comité « Familles » se réunit dans les locaux de l'Agence. Dans des cas exceptionnels, il peut se réunir en tout autre lieu.

CHAPITRE III. — *Présence aux réunions*

Art. 5. Il appartient au membre effectif empêché de demander à un membre suppléant de le remplacer.

Les convocations et documents de travail sont adressés aussi bien aux membres suppléants qu'aux membres effectifs.

Art. 6. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-président, ses attributions sont exercées par le membre désigné par le Comité « Familles ».

Art. 7. Assistent avec voix consultative:

1° l'Administrateur général, l'Administrateur général adjoint et l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles » ou leurs délégués;

2° les personnes invitées au titre d'expert sur décision du Comité « Familles »;

3° les membres du personnel de l'Agence désignés par l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles »;

4° les Commissaires du Gouvernement.

Art. 8. Le Comité « Familles » se réunit à huis clos. Toute personne qui assiste aux réunions à quelque titre que ce soit est tenue :

1° de s'abstenir d'intervenir à titre personnel dans les délibérations;

2° d'observer strictement la discipline des réunions;

3° de garder le secret des délibérations;

4° de s'engager par écrit à se conformer aux obligations précitées.

CHAPITRE IV. — *Présences, délibérations et votes*

Art. 9. Les membres du Comité « Familles » ainsi que les personnes ayant voix consultative signent une liste de présence.

La réunion est ouverte par le Président à la condition que le Comité « Familles » soit en nombre pour délibérer valablement. Le Comité « Familles » est valablement constitué si chacune des catégories qui le composent conformément à l'article 21, § 1^{er} du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, est représentée par la moitié de ses membres au moins.

Dans l'hypothèse où le Comité « Familles » n'a pu être valablement constitué, le Comité est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 2, le Comité « Familles » est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

Art. 10. Le Président du Comité « Familles » ouvre, dirige et clôt les débats, il accorde, refuse ou retire la parole. Il assure le bon fonctionnement de la réunion, maintient l'ordre et fait observer le règlement.

Art. 11. Les points inscrits à l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre où ils y figurent. Cet ordre peut cependant être modifié par décision du Président ou du Comité « Familles ».

Art. 12. L'Administrateur général, assisté de l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles », fait rapport sur chacune des questions inscrites à l'ordre du jour. Ils peuvent se faire assister de membres du personnel de l'Agence.

Art. 13. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au Comité « Familles », dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au Président avant la réunion.

Art. 14. Toute délibération relative à un des points figurant à l'ordre du jour peut être ajournée par décision du Comité « Familles » sur la proposition du Président.

Art. 15. § 1^{er}. S'agissant de l'ensemble des missions du Comité « Familles », les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention. Elle est actée au procès-verbal.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le Comité « Familles » peut, pour les questions de personnes, décider de voter par scrutin secret.

CHAPITRE V. — *Secrétariat du Comité « Familles »*

Art. 16. Le Conseil général désigne, parmi les membres du personnel des services de la branche concernée, sur proposition conjointe du Comité de branche « Familles », de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles », la personne chargée de son secrétariat.

CHAPITRE VI. — *Les procès-verbaux*

Art. 17. Le secrétaire établit un projet de procès-verbal. Le procès-verbal indique les noms des membres présents, des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de réunion, ainsi que des personnes présentes avec voix consultatives et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats ainsi que le résultat des votes et la motivation formelle des décisions.

Art. 18. Le Comité « Familles » peut, en cas d'urgence, approuver en séance le procès-verbal en tout ou en partie. Le Comité « Familles » arrête le texte définitif des procès-verbaux.

Art. 19. Les procès-verbaux approuvés sont signés par le Président, l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles » ou par leur remplaçant. Ils sont conservés au siège de l'Agence.

Art. 20. Les membres du Comité « Familles » et les personnes qui y assistent avec voix consultative ont en tout temps le droit de consulter les procès-verbaux.

Art. 21. Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles ».

CHAPITRE VII. — *Exécution et publication des décisions*

Art. 22. L'exécution des décisions du Comité « Familles » et leurs publications éventuelles est confiée à l'Administrateur général ou l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles » en fonction des délégations accordées.

L'exécution se fait sans attendre l'approbation du procès-verbal sauf pour les points dont le Comité « Familles » a décidé d'en différer l'exécution jusqu'après l'approbation du procès-verbal.

CHAPITRE VIII. — *Droits et devoirs des membres du Comité « Familles »*

Art. 23. Les membres qui désirent obtenir ou communiquer des informations complémentaires sur les points inscrits à l'ordre du jour se mettent en rapport avec l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Familles ».

Art. 24. L'Agence met à la disposition de chaque membre, en version électronique, un recueil des textes légaux et réglementaires. L'Inspecteur général responsable de la branche « Familles » tient ce recueil à jour.

Art. 25. La présence aux réunions est obligatoire, sans préjudice de l'article 5.

Art. 26. Le membre s'engage à ne pas se laisser guider par des intérêts personnels mais à toujours décider, agir dans l'intérêt de l'Agence et prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations personnelles.

Art. 27. Le membre ne défendra pas publiquement, au nom de l'Agence, des points de vue non conformes aux options stratégiques décidées par les instances de l'Agence.

Art. 28. Le membre renoncera sans conditions aux avantages de toute nature qui lui seront offerts par des tiers en échange d'une influence lors d'une prise de décision au sein du Comité « Familles ».

Art. 29. Art. 29. Le membre est tenu à un devoir de réserve pour toutes les informations, délibérations, votes, procès-verbaux et décisions qu'il obtient ou dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Le membre transmettra les informations strictement nécessaires pour rendre compte de ses missions auprès de l'organisation qu'il représente, en s'assurant que cette transmission présente les garanties nécessaires au devoir de discrétion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Comités de branche de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PRÉVOT

ANNEXE 3

Règlement d'ordre intérieur du Comité « Bien-être et Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles

CHAPITRE I^{er}. — *Des convocations*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Président convoque les membres du Comité « Bien-être et Santé » ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Comité « Bien-être et Santé » fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Des séances extraordinaires peuvent être convoquées lorsque le Président le juge utile ou à la demande :

1° d'au moins deux membres du Comité « Bien-être et Santé »;

2° de l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé »;

3° de l'Administrateur général;

4° du Ministre ayant l'Action sociale et la Santé dans ses attributions;

5° d'un Commissaire du Gouvernement wallon.

Les demandes de convocation doivent être adressées par écrit au Président ou introduites au cours d'une réunion du Comité « Bien-être et Santé ». Elles déterminent les points dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

Le Président fixe l'heure et la date de la séance extraordinaire, après consultation de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé », endéans les quinze jours de la demande, à moins que le ou les demandeurs marquent leur accord sur une date ultérieure.

Art. 2. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres effectifs et suppléants. Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au secrétariat du Comité « Bien-être et Santé ». Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence quand l'Administration justifie que l'absence de décision met en péril la gestion de l'Agence ou la situation d'un de ses bénéficiaires. La convocation peut être adressée par courriel dans un délai de deux jours endéans la tenue de la réunion.

Art. 3. § 1^{er}. L'ordre du jour est fixé par le Président en concertation avec l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé ».

A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour est approuvé. Il peut être modifié ou complété.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance ordinaire doit en faire la demande par écrit au Président, à moins qu'il ne la formule en séance. Le Président fixe la date de la séance à l'ordre du jour de laquelle ce point sera inscrit.

Lorsque le Comité « Bien-être et Santé » décide de reporter l'examen d'un point figurant à l'ordre du jour, ce point doit obligatoirement être inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement.

Le Comité « Bien-être et Santé » peut décider en cas d'urgence et de manière exceptionnelle de recourir à une procédure de ratification écrite. Les membres du Comité « Bien-être et Santé » renvoient leurs remarques par écrit dans le délai fixé par le Président. En cas de désaccord ou de divergences dans les réponses des membres, le Président renvoie le point à l'ordre du jour de la prochaine séance.

§ 2. L'ordre du jour est accompagné d'une note préparatoire et d'un projet de décision pour chaque point.

Le caractère confidentiel des documents de travail sera inscrit en filigrane sur l'ensemble des notes et de leurs annexes.

§ 3. Tout envoi ou toute communication écrite, notamment les demandes de convocation, convocations aux réunions, demandes d'inscription à l'ordre du jour, communications de documents, etc., peuvent se faire par voie postale et/ou par voie électronique.

CHAPITRE II. — *Lieu de réunion*

Art. 4. Le Comité « Bien-être et Santé » se réunit dans les locaux de l'Agence. Dans des cas exceptionnels, il peut se réunir en tout autre lieu.

CHAPITRE III. — *Présence aux réunions*

Art. 5. Il appartient au membre effectif empêché de demander à un membre suppléant de le remplacer.

Les convocations et documents de travail sont adressés aussi bien aux membres suppléants qu'aux membres effectifs.

Art. 6. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-président, ses attributions sont exercées par le membre désigné par le Comité « Bien-être et Santé ».

Art. 7. Assistent avec voix consultative:

1° l'Administrateur général, l'Administrateur général adjoint et l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé » ou leurs délégués;

2° les personnes invitées au titre d'expert sur décision du Comité « Bien-être et Santé »;

3° les membres du personnel de l'Agence désignés par l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé »;

4° les Commissaires du Gouvernement.

Art. 8. Le Comité « Bien-être et Santé » se réunit à huis clos. Toute personne qui assiste aux réunions à quelque titre que ce soit est tenue :

1° de s'abstenir d'intervenir à titre personnel dans les délibérations;

2° d'observer strictement la discipline des réunions;

3° de garder le secret des délibérations;

4° de s'engager par écrit à se conformer aux obligations précitées.

CHAPITRE IV. — *Présences, délibérations et votes*

Art. 9. Les membres du Comité « Bien-être et Santé » ainsi que les personnes ayant voix consultative signent une liste de présence.

La réunion est ouverte par le Président à la condition que le Comité « Bien-être et Santé » soit en nombre pour délibérer valablement. Le Comité « Bien-être et Santé » est valablement constitué si chacune des catégories qui le composent conformément à l'article 11, § 1^{er} du Code wallon de l'Action Sociale et de la Santé est représentée par la moitié de ses membres au moins.

Dans l'hypothèse où le Comité « Bien-être et Santé » n'a pu être valablement constitué, le Comité est à nouveau convoqué endéans les six jours ouvrables. Dans ce cas et par dérogation à l'alinéa 2, le Comité « Bien-être et Santé » est réputé valablement constitué si au moins la moitié des membres sont présents.

Art. 10. Le Président du Comité « Bien-être et Santé » ouvre, dirige et clôt les débats, il accorde, refuse ou retire la parole.

Il assure le bon fonctionnement de la réunion, maintient l'ordre et fait observer le règlement.

Art. 11. Les points inscrits à l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre où ils y figurent. Cet ordre peut cependant être modifié par décision du Président ou du Comité « Bien-être et Santé ».

Art. 12. L'Administrateur général, assisté de l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé », fait rapport sur chacune des questions inscrites à l'ordre du jour. Ils peuvent se faire assister de membres du personnel de l'Agence.

Art. 13. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au Comité « Bien-être et Santé », dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au Président avant la réunion.

Art. 14. Toute délibération relative à un des points figurant à l'ordre du jour peut être ajournée par décision du Comité « Bien-être et Santé » sur la proposition du Président.

Art. 15. § 1^{er}. S'agissant de l'ensemble des missions du Comité « Bien-être et Santé », les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres ayant voix délibérative présents. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention. Elle est actée au procès-verbal.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le Comité « Bien-être et Santé » peut, pour les questions de personnes, décider de voter par scrutin secret.

CHAPITRE V. — *Secrétariat du Comité « Bien-être et Santé »*

Art. 16. Le Conseil général désigne, parmi les membres du personnel des services de la branche concernée, sur proposition conjointe du Comité de branche « Bien-être et Santé », de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé », la personne chargée du secrétariat.

CHAPITRE VI. — *Les procès-verbaux*

Art. 17. Le secrétaire établit un projet de procès-verbal. Le procès-verbal indique les noms des membres présents, des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de réunion, ainsi que des personnes présentes avec voix consultatives et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats ainsi que le résultat des votes et la motivation formelle des décisions.

Art. 18. Le Comité « Bien-être et Santé » peut, en cas d'urgence, approuver en séance le procès-verbal en tout ou en partie.

Le Comité « Bien-être et Santé » arrête le texte définitif des procès-verbaux.

Art. 19. Les procès-verbaux approuvés sont signés par le Président, l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé » ou par leur remplaçant. Ils sont conservés au siège de l'Agence.

Art. 20. Les membres du Comité « Bien-être et Santé » et les personnes qui y assistent avec voix consultative ont en tout temps le droit de consulter les procès-verbaux.

Art. 21. Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par l'Administrateur général et l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé ».

CHAPITRE VII. — *Exécution et publication des décisions*

Art. 22. L'exécution des décisions du Comité « Bien-être et Santé » et leurs publications éventuelles est confiée à l'Administrateur général ou l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé » en fonction des délégations accordées.

L'exécution se fait sans attendre l'approbation du procès-verbal sauf pour les points dont le Comité « Bien-être et Santé » a décidé d'en différer l'exécution jusqu'après l'approbation du procès-verbal.

CHAPITRE VIII - Droits et devoirs des membres du Comité « Bien-être et Santé »

Art. 23. Les membres qui désirent obtenir ou communiquer des informations complémentaires sur les points inscrits à l'ordre du jour se mettent en rapport avec l'Administrateur général ou l'Inspecteur général responsable de la branche « Bien-être et Santé ».

Art. 24. L'Agence met à la disposition de chaque membre, en version électronique, un recueil des textes légaux et réglementaires. L'Inspecteur général responsable de la Branche « Bien-être et Santé » tient ce recueil à jour.

Art. 25. La présence aux réunions est obligatoire, sans préjudice de l'article 5.

Art. 26. Le membre s'engage à ne pas se laisser guider par des intérêts personnels mais à toujours décider, agir dans l'intérêt de l'Agence et prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations personnelles.

Art. 27. Le membre ne défendra pas publiquement, au nom de l'Agence, des points de vue non conformes aux options stratégiques décidées par les instances de l'Agence.

Art. 28. Le membre renoncera sans conditions aux avantages de toute nature qui lui seront offerts par des tiers en échange d'une influence lors d'une prise de décision au sein du Comité « Bien-être et Santé ».

Art. 29. Le membre est tenu à un devoir de réserve pour toutes les informations, délibérations, votes, procès-verbaux et décisions qu'il obtient ou dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Le membre transmettra les informations strictement nécessaires pour rendre compte de ses missions auprès de l'organisation qu'il représente, en s'assurant que cette transmission présente les garanties nécessaires au devoir de discrétion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Comités de branche de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PRÉVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204801]

15 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de branchecomités van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, inzonderheid op de artikelen 4/1, § 3, 1° en 22, § 2;

Gelet op de huishoudelijke reglementen van de branchecomités, door de algemene raad goedgekeurd op 2 juni 2016;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het in bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het branchecomité « Welzijn en Gezondheid » van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" wordt goedgekeurd.

Art. 2. Le règlement d'ordre intérieur du Comité de la branche « Handicap » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, joint en annexe du présent arrêté, est approuvé.

Art. 3. Het in bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het branchecomité « Gezinnen » van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" wordt goedgekeurd.

Art. 4. De Minister van Sociale Actie en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PRÉVOT

ANNEXE 1

Huishoudelijk reglement van het Comité "Handicap" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles"

HOOFDSTUK I. — *Oproepingen*

Artikel 1. § 1. De voorzitter roept de leden van het comité « Handicap » alsook de personen die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen, op.

De datum en het uur van de gewone vergaderingen worden voor elk jaar door het comité « Handicap » vastgelegd.

§ 2. Er kunnen buitengewone vergaderingen bijeengeroepen worden wanneer de voorzitter het nuttig acht of op verzoek van :

- 1° minstens twee leden van het comité « Handicap »;
- 2° de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Handicap »;
- 3° de administrateur-generaal;
- 4° de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;
- 5° een commissaris van de Waalse Regering.

De verzoeken tot oproeping worden schriftelijk aan de voorzitter gericht of tijdens een vergadering van het comité « Handicap » ingediend. Zij bepalen de punten waarvan de inschrijving op de agenda gevraagd wordt.

Na raadpleging van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Handicap » bepaalt de voorzitter het uur en de datum van de buitengewone zitting binnen vijftien dagen na de aanvraag, tenzij de aanvrager(s) met een latere datum instemt(men).

Art. 2. De oproeping wordt minstens acht dagen vóór de vergadering aan de gewone en plaatsvervangende leden gericht. Ze omvat de agenda van de vergadering. De oproepingen worden naar het adres dat de leden aan het secretariaat van het comité « Handicap » gemeld hebben, verstuurd. Ze vermelden de plaats en het uur van de vergadering. De termijn van 8 werkdagen kan ingekort worden in geval van dringende noodzakelijkheid wanneer het bestuur rechtvaardigt dat het gebrek aan beslissing het beheer van het Agentschap of de toestand van één van zijn begunstigden in het gedrang brengt. De oproeping kan per e-mail binnen een termijn van twee dagen binnen het houden van de vergadering verstuurd worden.

Art. 3. § 1. De agenda wordt door de voorzitter in overleg met de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Handicap » bepaald.

Bij de opening van de vergadering wordt de agenda goedgekeurd. Bedoelde agenda kan gewijzigd of aangevuld worden.

Het lid dat een punt wenst toe te voegen op de agenda van een gewone zitting moet zijn aanvraag schriftelijk bij de voorzitter indienen, tenzij bedoeld lid ze tijdens de zitting formuleert.

De voorzitter legt de datum van de zitting vast op de agenda waarvan dat punt opgenomen wordt.

Als het comité « Handicap » beslist de bespreking van een agendapunt te verdagen, moet dit punt verplicht op de agenda van de eerstvolgende vergadering geplaatst worden.

Het comité « Handicap » kan in geval van dringende noodzakelijkheid en uitzonderlijk beslissen om over te gaan tot een schriftelijke bekrachtigingsprocedure. De leden van het comité « Handicap » sturen binnen de door de voorzitter bepaalde termijn hun opmerkingen schriftelijk terug. In geval van onenigheid of meningsverschillen in de antwoorden van de leden plaatst de voorzitter het punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering.

§ 2. De agenda wordt vergezeld van een voorbereidende nota en van een ontwerp van beslissing voor elk punt. Het woord « vertrouwelijk » verschijnt als watermerk op alle nota's en bijlagen van de werkdocumenten.

§ 3. Elke zending of schriftelijke mededeling, met name de verzoeken tot oproeping, de oproepingen tot de vergaderingen, de aanvragen om inschrijving op de agenda, mededelingen van documenten, enz., kunnen per post en/of per e-mail verricht worden.

HOOFDSTUK II. — *Plaats van de vergadering*

Art. 4. Het comité « Handicap » vergadert in de lokalen van het Agentschap. In buitengewone gevallen kan hij in elke andere plaats vergaderen.

HOOFDSTUK III. — *Aanwezigheid op de vergaderingen*

Art. 5. Een gewoon lid dat de vergadering niet kan bijwonen, moet erom verzoeken dat een plaatsvervangend lid hem vervangt.

De oproepingen en werkdocumenten worden zowel aan de plaatsvervangende leden dan als de gewone leden gericht.

Art. 6. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter worden zijn bevoegdheden door het door het comité « Handicap » aangewezen lid uitgeoefend.

Art. 7. De volgende personen wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij:

1° de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Handicap" of hun gemachtigden;

2° de personen die als deskundige op beslissing van het comité « Handicap » zijn uitgenodigd;

3° de personeelsleden van het Agentschap aangewezen door de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Handicap";

4° de Regeringscommissarissen.

Art. 8. Het comité « Handicap » vergadert met gesloten deuren. Elke persoon die in welke hoedanigheid ook de vergaderingen bijwoont, moet:

1° niet persoonlijk tussenkomen in de beraadslagingen;

2° de tucht van de vergadering strikt naleven;

3° het geheim van de beraadslagingen houden;

4° zich er schriftelijk toe verbinden om zich aan te passen aan bovenvermelde verplichtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanwezigheden, beraadslagingen en stemmingen*

Art. 9. De leden van het comité « Handicap », alsook de personen met raadgevende stemmen, ondertekenen een aanwezigheidslijst.

De vergadering wordt door de voorzitter geopend op voorwaarde dat het comité « Handicap » in getale is om rechtsgeldig te beraadslagen. Het comité « Handicap » is rechtsgeldig samengesteld als elkeen van de categorieën die het samenstellen overeenkomstig artikel 18, § 1, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door minstens de helft van zijn leden vertegenwoordigd is.

In het geval dat het comité « Handicap » niet geldig werd samengesteld, wordt het comité opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het tweede lid wordt het comité « Handicap » geacht op geldige wijze te zijn samengesteld als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Art. 10. De voorzitter van het comité « Handicap » opent, leidt en besluit de besprekingen; hij geeft, weigert of ontleent het woord.

Hij zorgt voor de goede werking van de vergadering, hij handhaaft de orde en laat het reglement naleven.

Art. 11. De agendapunten worden besproken in de volgorde waarin ze op de agenda voorkomen. Deze volgorde kan bij beslissing van de voorzitter of van het comité « Handicap » gewijzigd worden.

Art. 12. De administrateur-generaal, bijgestaan door de inspecteur-generaal van de branche « Handicap », brengt verslag uit over de aangelegenheden die op de agenda staan. Ze kunnen zich laten bijstaan door personeelsleden van het Agentschap.

Art. 13. Elk lid kan wijzigingen in de aan het comité « Handicap » onderworpen beslissingsontwerpen voorstellen; voor zover mogelijk worden die wijzigingen schriftelijk ingediend en voor de vergadering aan de voorzitter overgemaakt.

Art. 14. Elke beraadslaging betreffende één van de agendapunten kan bij beslissing van het comité « Handicap » op voorstel van de voorzitter uitgesteld worden.

Art. 15. § 1. Wat het geheel van de opdrachten van het comité « Handicap » betreft, worden de beslissingen bij tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden genomen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

§ 2. Er wordt bij handopsteken gestemd. Het lid dat zich onthoudt kan zijn onthouding motiveren. Ze wordt in het proces-verbaal geacteerd.

§ 3. Behoudens andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling kan het comité « Handicap » voor de persoonsgebonden aangelegenheden beslissen dat er bij geheime stemming gestemd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Secretariaat van het comité « Handicap »*

Art. 16. De algemene raad wijst onder de personeelsleden van de diensten van de betrokken branche op de gezamenlijke voordracht van het branchecomité « Handicap », van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Handicap", de persoon belast met het secretariaat aan.

HOOFDSTUK VI. — *Processen-verbaal*

Art. 17. De secretaris maakt een ontwerp van proces-verbaal op. Het proces-verbaal vermeldt de namen van de aanwezige leden, van de verschoonde leden, van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten alsmede de namen van de aanwezige personen met raadgevende stem en van de personen die gehoord worden tijdens de bespreking van bepaalde agendapunten.

Het proces-verbaal geeft een beknopt overzicht van de debatten alsook van het resultaat van de stemmingen en van de formele motivering van de beslissingen.

Art. 18. Het comité « Handicap » kan in geval van dringende noodzakelijkheid het proces-verbaal tijdens de zitting geheel of gedeeltelijk goedkeuren.

Het comité « Handicap » bepaalt de definitieve tekst van de processen-verbaal.

Art. 19. De goedgekeurde processen-verbaal worden door de voorzitter, de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Handicap » of door hun vervanger getekend. Ze worden bij de zetel van het Agentschap bewaard.

Art. 20. De leden van het comité « Handicap » en de personen die er met raadgevende stem aan deelnemen mogen elk ogenblik de processen-verbaal raadplegen.

Art. 21. De uittreksels van de processen-verbaal worden door de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal van de branche « Handicap » voor echt verklaard.

HOOFDSTUK VII. — *Uitvoering en bekendmaking van de beslissingen*

Art. 22. De uitvoering van de beslissingen van het comité « Handicap » en hun eventuele publicaties wordt toevertrouwd aan de administrateur-generaal of de inspecteur-generaal verantwoordelijk van de branche « Handicap » in functie van de toegekende machtigingen.

De uitvoering wordt zonder goedkeuring van het proces-verbaal uitgevoerd behalve voor de punten waarvoor de Raad beslist heeft de uitvoering tot de goedkeuring van het proces-verbaal uit te stellen.

HOOFDSTUK VIII. — *Rechten en plichten van de leden van het comité « Handicap »*

Art. 23. De leden die bijkomende inlichtingen over de agendapunten willen krijgen of verstrekken met betrekking tot de geagendeerde punten, nemen contact op met de administrateur-generaal of de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Handicap ».

Art. 24. Het Agentschap stelt elk lid in elektronische versie een verzameling wet- en reglementaire teksten ter beschikking. De inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Handicap » zorgt ervoor, dat die verzameling bijgehouden wordt.

Art. 25. Onverminderd artikel 25 is de aanwezigheid op de vergaderingen verplicht.

Art. 26. Het lid verbindt zich ertoe zich niet door individuele belangen te laten leiden maar altijd in het belang van het Agentschap te beslissen en handelen en zijn beslissingen onafhankelijk van alle persoonlijke overwegingen te nemen.

Art. 27. Het lid zal standpunten die niet overeenstemmen met de door het Agentschap besloten beleidsopties niet openbaar verdedigen.

Art. 28. Het lid zal onvoorwaardelijk afstand doen van enigerlei voordelen die hem door derden geboden worden in ruil voor een invloed bij een beslissing binnen het comité « Handicap ».

Art. 29. Het lid moet het vertrouwelijk karakter bewaren van de inlichtingen, beraadslagingen, stemmingen, processen-verbaal en beslissingen die het krijgt of waarvan het kennis heeft gehad in of ter gelegenheid van de uitoefening van zijn functies. Het lid deelt elke strikt noodzakelijke informatie mee om verslag uit te brengen over zijn opdrachten bij de organisatie die het vertegenwoordigt en vergewist zich ervan dat die mededeling de noodzakelijke garanties inzake vertrouwelijkheid biedt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2016 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de branchecomités van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PRÉVOT

BIJLAGE 2

Huishoudelijk reglement van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles"

HOOFDSTUK I. — *Oproepingen*

Artikel 1. § 1. De voorzitter roept de leden van het comité « Gezinnen » alsook de personen die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen, op.

De datum en het uur van de gewone vergaderingen worden voor elk jaar door het comité « Gezinnen » vastgelegd.

§ 2. Er kunnen buitengewone vergaderingen bijeengeroepen worden wanneer de voorzitter het nuttig acht of op verzoek van :

- 1° minstens twee leden van het comité « Gezinnen »;
- 2° de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen »;
- 3° de administrateur-generaal;
- 4° de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;
- 5° een commissaris van de Waalse Regering.

De verzoeken tot oproeping worden schriftelijk aan de voorzitter gericht of tijdens een vergadering van het comité « Gezinnen » ingediend. Zij bepalen de punten waarvan de inschrijving op de agenda gevraagd wordt.

Na raadpleging van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen » bepaalt de voorzitter het uur en de datum van de buitengewone zitting binnen vijftien dagen na de aanvraag, tenzij de aanvrager(s) met een latere datum instemt(men).

Art. 2. De oproeping wordt minstens acht dagen vóór de vergadering aan de gewone en plaatsvervangende leden gericht. Ze omvat de agenda van de vergadering. De oproepingen worden naar het adres dat de leden aan het secretariaat van het comité « Gezinnen » gemeld hebben, verstuurd. Ze vermelden de plaats en het uur van de vergadering. De termijn van 8 werkdagen kan ingekort worden in geval van dringende noodzakelijkheid wanneer het bestuur rechtvaardigt dat het gebrek aan beslissing het beheer van het Agentschap of de toestand van één van zijn begunstigen in het gedrang brengt. De oproeping kan per e-mail binnen een termijn van twee dagen binnen het houden van de vergadering verstuurd worden.

Art. 3. § 1. De agenda wordt door de voorzitter in overleg met de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen » bepaald.

Bij de opening van de vergadering wordt de agenda goedgekeurd. Bedoelde agenda kan gewijzigd of aangevuld worden.

Het lid dat een punt wenst toe te voegen op de agenda van een gewone zitting moet zijn aanvraag schriftelijk bij de voorzitter indienen, tenzij bedoeld lid ze tijdens de zitting formuleert. De voorzitter legt de datum van de zitting vast op de agenda waarvan dat punt opgenomen wordt.

Als het comité « Gezinnen » beslist de bespreking van een agendapunt te verdagen, moet dit punt verplicht op de agenda van de eerstvolgende vergadering geplaatst worden.

Het comité « Gezinnen » kan in geval van dringende noodzakelijkheid en uitzonderlijk beslissen om over te gaan tot een schriftelijke bekrachtigingsprocedure. De leden van het comité « Gezinnen » sturen binnen de door de voorzitter bepaalde termijn hun opmerkingen schriftelijk terug. In geval van onenigheid of meningsverschillen in de antwoorden van de leden plaatst de voorzitter het punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering.

§ 2. De agenda wordt vergezeld van een voorbereidende nota en van een ontwerp van beslissing voor elk punt.

Het woord « vertrouwelijk » verschijnt als watermerk op alle nota's en bijlagen van de werkdocumenten.

§ 3. Elke zending of schriftelijke mededeling, met name de verzoeken tot oproeping, de oproepingen tot de vergaderingen, de aanvragen om inschrijving op de agenda, mededelingen van documenten, enz., kunnen per post en/of per e-mail verricht worden.

HOOFDSTUK II. — *Plaats van de vergadering*

Art. 4. Het comité « Gezinnen » vergadert in de lokalen van het Agentschap. In buitengewone gevallen kan hij in elke andere plaats vergaderen.

HOOFDSTUK III - *Aanwezigheid op de vergaderingen*

Art. 5. Een gewoon lid dat de vergadering niet kan bijwonen, moet erom verzoeken dat een plaatsvervangend lid hem vervangt.

De oproepingen en werkdocumenten worden zowel aan de plaatsvervangende leden als aan de gewone leden gericht.

Art. 6. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter worden zijn bevoegdheden door het door het comité « Gezinnen » aangewezen lid uitgeoefend.

Art. 7. De volgende personen wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij:

1° de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Gezinnen" of hun gemachtigden;

2° de personen die als deskundige op beslissing van het comité « Gezinnen » zijn uitgenodigd;

3° de personeelsleden van het Agentschap aangewezen door de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Gezinnen";

4° de Regeringscommissarissen.

Art. 8. Het comité « Gezinnen » vergadert met gesloten deuren. Elke persoon die in welke hoedanigheid ook de vergaderingen bijwoont, moet:

1° niet persoonlijk tussenkomen in de beraadslagingen;

2° de tucht van de vergadering strikt naleven;

3° het geheim van de beraadslagingen houden;

4° zich er schriftelijk toe verbinden om zich aan te passen aan bovenvermelde verplichtingen.

HOOFDSTUK IV - *Aanwezigheden, beraadslagingen en stemmingen*

Art. 9. De leden van het comité « Gezinnen », alsook de personen met raadgevende stemmen, ondertekenen een aanwezigheidslijst.

De vergadering wordt door de voorzitter geopend op voorwaarde dat het comité « Gezinnen » in getale is om rechtsgeldig te beraadslagen. Het comité « Gezinnen » is rechtsgeldig samengesteld als elkeen van de categorieën die het samenstellen overeenkomstig artikel 21, § 1, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door minstens de helft van zijn leden vertegenwoordigd is.

In het geval dat het comité « Gezinnen » niet geldig werd samengesteld, wordt het comité opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het tweede lid wordt het comité « Gezinnen » geacht op geldige wijze te zijn samengesteld als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Art. 10. De voorzitter van het comité « Gezinnen » opent, leidt en besluit de besprekingen; hij geeft, weigert of ontleent het woord.

Hij zorgt voor de goede werking van de vergadering, hij handhaaft de orde en laat het reglement naleven.

Art. 11. De agendapunten worden besproken in de volgorde waarin ze op de agenda voorkomen. Deze volgorde kan bij beslissing van de voorzitter of van het comité « Gezinnen » gewijzigd worden.

Art. 12. De administrateur-generaal, bijgestaan door de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen », brengt verslag uit over de aangelegenheden die op de agenda staan. Ze kunnen zich laten bijstaan door personeelsleden van het Agentschap.

Art. 13. Elk lid kan wijzigingen in de aan het comité « Gezinnen » onderworpen beslissingsontwerpen voorstellen; voor zover mogelijk worden die wijzigingen schriftelijk ingediend en voor de vergadering aan de voorzitter overgemaakt.

Art. 14. Elke beraadslaging betreffende één van de agendapunten kan bij beslissing van het comité « Gezinnen » op voorstel van de voorzitter uitgesteld worden.

Art. 15. § 1. Wat het geheel van de opdrachten van het comité « Gezinnen » betreft, worden de beslissingen bij tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden genomen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

§ 2. Er wordt bij handopsteken gestemd. Het lid dat zich onthoudt kan zijn onthouding motiveren. Ze wordt in het proces-verbaal geacteerd.

§ 3. Behoudens andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling kan het comité « Gezinnen » voor de persoonsgebonden aangelegenheden beslissen dat er bij geheime stemming gestemd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Secretariaat van het comité « Gezinnen »*

Art. 16. De algemene raad wijst onder de personeelsleden van de diensten van de betrokken branche op de gezamenlijke voordracht van het branchecomité « Gezinnen », van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Gezinnen", de persoon belast met het secretariaat aan.

HOOFDSTUK VI. — *Processen-verbaal*

Art. 17. De secretaris maakt een ontwerp van proces-verbaal op. Het proces-verbaal vermeldt de namen van de aanwezige leden, van de verschoonde leden, van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten alsmede de namen van de aanwezige personen met raadgevende stem en van de personen die gehoord worden tijdens de bespreking van bepaalde agendapunten.

Het proces-verbaal geeft een beknopt overzicht van de debatten alsook van het resultaat van de stemmingen en van de formele motivering van de beslissingen.

Art. 18. Het comité « Gezinnen » kan in geval van dringende noodzakelijkheid het proces-verbaal tijdens de zitting geheel of gedeeltelijk goedkeuren.

Het comité « Gezinnen » bepaalt de definitieve tekst van de processen-verbaal.

Art. 19. De goedgekeurde processen-verbaal worden door de voorzitter, de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen » of door hun vervanger getekend. Ze worden bij de zetel van het Agentschap bewaard.

Art. 20. De leden van het comité « Gezinnen » en de personen die er met raadgevende stem aan deelnemen mogen elk ogenblik de processen-verbaal raadplegen.

Art. 21. De uittreksels van de processen-verbaal worden door de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal van de branche « Gezinnen » voor echt verklaard.

HOOFDSTUK VII. — *Uitvoering en bekendmaking van de beslissingen*

Art. 22. De uitvoering van de beslissingen van het comité « Gezinnen » en hun eventuele publicaties wordt toevertrouwd aan de administrateur-generaal of de inspecteur-generaal verantwoordelijk van de branche « Gezinnen » in functie van de toegekende machtigingen.

De uitvoering wordt zonder goedkeuring van het proces-verbaal uitgevoerd behalve voor de punten waarvoor de Raad beslist heeft de uitvoering tot de goedkeuring van het proces-verbaal uit te stellen.

HOOFDSTUK VIII. — *Rechten en plichten van de leden van het comité « Gezinnen »*

Art. 23. De leden die bijkomende inlichtingen over de agendapunten willen krijgen of verstrekken met betrekking tot de geagendeerde punten, nemen contact op met de administrateur-generaal of de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen ».

Art. 24. Het Agentschap stelt elk lid in elektronische versie een verzameling wet- en reglementaire teksten ter beschikking. De inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Gezinnen » zorgt ervoor, dat die verzameling bijgehouden wordt.

Art. 25. Onverminderd artikel 25 is de aanwezigheid op de vergaderingen verplicht.

Art. 26. Het lid verbindt zich ertoe zich niet door individuele belangen te laten leiden maar altijd in het belang van het Agentschap te beslissen en handelen en zijn beslissingen onafhankelijk van alle persoonlijke overwegingen te nemen.

Art. 27. Het lid zal standpunten die niet overeenstemmen met de door het Agentschap besloten beleidsopties niet openbaar verdedigen.

Art. 28. Het lid zal onvoorwaardelijk afstand doen van enigerlei voordelen die hem door derden geboden worden in ruil voor een invloed bij een beslissing binnen het comité « Gezinnen ».

Art. 29. Het lid moet het vertrouwelijk karakter bewaren van de inlichtingen, beraadslagingen, stemmingen, processen-verbaal en beslissingen die het krijgt of waarvan het kennis heeft gehad in of ter gelegenheid van de uitoefening van zijn functies. Het lid deelt elke strikt noodzakelijke informatie mee om verslag uit te brengen over zijn opdrachten bij de organisatie die het vertegenwoordigt en vergewist zich ervan dat die mededeling de noodzakelijke garanties inzake vertrouwelijkheid biedt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2016 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de branchecomités van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PRÉVOT

BIJLAGE 3

Huishoudelijk reglement van het Comité "Welzijn en Gezondheid" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles"

HOOFDSTUK I. — *Oproepingen*

Artikel 1. § 1. De voorzitter roept de leden van het comité « Welzijn en Gezondheid » alsook de personen die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen, op.

De datum en het uur van de gewone vergaderingen worden voor elk jaar door het comité « Welzijn en Gezondheid » vastgelegd.

§ 2. Er kunnen buitengewone vergaderingen bijeengeroepen worden wanneer de voorzitter het nuttig acht of op verzoek van :

1° minstens twee leden van het comité « Welzijn en Gezondheid »;

2° de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Welzijn en Gezondheid »;

3° de administrateur-generaal;

4° de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;

5° een commissaris van de Waalse Regering.

De verzoeken tot oproeping worden schriftelijk aan de voorzitter gericht of tijdens een vergadering van het comité « Welzijn en Gezondheid » ingediend. Zij bepalen de punten waarvan de inschrijving op de agenda gevraagd wordt.

Na raadpleging van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijke voor de branche « Welzijn en Gezondheid » bepaalt de voorzitter het uur en de datum van de buitengewone zitting binnen vijftien dagen na de aanvraag, tenzij de aanvrager(s) met een latere datum instemt(men).

Art. 2. De oproeping wordt minstens acht dagen vóór de vergadering aan de gewone en plaatsvervangende leden gericht. Ze omvat de agenda van de vergadering. De oproepingen worden naar het adres dat de leden aan het secretariaat van het comité « Welzijn en Gezondheid » gemeld hebben, verstuurd. Ze vermelden de plaats en het uur van de vergadering. De termijn van 8 werkdagen kan ingekort worden in geval van dringende noodzakelijkheid wanneer het bestuur rechtvaardigt dat het gebrek aan beslissing het beheer van het Agentschap of de toestand van één van zijn begunstigen in het gedrang brengt. De oproeping kan per e-mail binnen een termijn van twee dagen binnen het houden van de vergadering verstuurd worden.

Art. 3. § 1. De agenda wordt door de voorzitter in overleg met de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Welzijn en Gezondheid » bepaald.

Bij de opening van de vergadering wordt de agenda goedgekeurd. Bedoelde agenda kan gewijzigd of aangevuld worden.

Het lid dat een punt wenst toe te voegen op de agenda van een gewone zitting moet zijn aanvraag schriftelijk bij de voorzitter indienen, tenzij bedoeld lid ze tijdens de zitting formuleert. De voorzitter legt de datum van de zitting vast op de agenda waarvan dat punt opgenomen wordt.

Als het comité « Welzijn en Gezondheid » beslist de bespreking van een agendapunt te verdagen, moet dit punt verplicht op de agenda van de eerstvolgende vergadering geplaatst worden.

Het comité « Welzijn en Gezondheid » kan in geval van dringende noodzakelijkheid en uitzonderlijk beslissen om over te gaan tot een schriftelijke bekrachtigingsprocedure. De leden van het comité « Welzijn en Gezondheid » sturen binnen de door de voorzitter bepaalde termijn hun opmerkingen schriftelijk terug. In geval van onenigheid of meningsverschillen in de antwoorden van de leden plaatst de voorzitter het punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering.

§ 2. De agenda wordt vergezeld van een voorbereidende nota en van een ontwerp van beslissing voor elk punt.

Het woord « vertrouwelijk » verschijnt als watermerk op alle nota's en bijlagen van de werkdocumenten.

§ 3. Elke zending of schriftelijke mededeling, met name de verzoeken tot oproeping, de oproepingen tot de vergaderingen, de aanvragen om inschrijving op de agenda, mededelingen van documenten, enz., kunnen per post en/of per e-mail verricht worden.

HOOFDSTUK II. — *Plaats van de vergadering*

Art. 4. Het comité « Welzijn en Gezondheid » vergadert in de lokalen van het Agentschap. In buitengewone gevallen kan het in elke andere plaats vergaderen.

HOOFDSTUK III. — *Aanwezigheid op de vergaderingen*

Art. 5. Een gewoon lid dat de vergadering niet kan bijwonen, moet erom verzoeken dat een plaatsvervangend lid hem vervangt.

De oproepingen en werkdocumenten worden zowel aan de plaatsvervangende leden als aan de gewone leden gericht.

Art. 6. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter worden zijn bevoegdheden door het door het comité « Welzijn en Gezondheid » aangewezen lid uitgeoefend.

Art. 7. De volgende personen wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij:

1° de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Welzijn en Gezondheid" of hun gemachtigden;

2° de personen die als deskundige op beslissing van het comité « Welzijn en Gezondheid » zijn uitgenodigd;

3° de personeelsleden van het Agentschap aangewezen door de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Welzijn en Gezondheid";

4° de Regeringscommissarissen.

Art. 8. Het comité « Welzijn en Gezondheid » vergadert met gesloten deuren. Elke persoon die in welke hoedanigheid ook de vergaderingen bijwoont, moet:

1° niet persoonlijk tussenkomen in de beraadslagingen;

2° de tucht van de vergadering strikt naleven;

3° het geheim van de beraadslagingen houden;

4° zich er schriftelijk toe verbinden om zich aan te passen aan bovenvermelde verplichtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanwezigheden, beraadslagingen en stemmingen*

Art. 9. De leden van het comité « Welzijn en Gezondheid », alsook de personen met raadgevende stemmen, ondertekenen een aanwezigheidslijst.

De vergadering wordt door de voorzitter geopend op voorwaarde dat het comité « Welzijn en Gezondheid » in getale is om rechtsgeldig te beraadslagen. Het comité « Welzijn en Gezondheid » is rechtsgeldig samengesteld als elkeen van de categorieën die het samenstellen overeenkomstig artikel 11, § 1, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door minstens de helft van zijn leden vertegenwoordigd is.

In het geval dat het comité « Welzijn en Gezondheid » niet geldig werd samengesteld, wordt het comité opnieuw bijeengeroepen binnen de zes werkdagen. In dat geval en in afwijking van het tweede lid wordt het comité « Welzijn en Gezondheid » geacht op geldige wijze te zijn samengesteld als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Art. 10. De voorzitter van het comité « Welzijn en Gezondheid » opent, leidt en besluit de besprekingen; hij geeft, weigert of ontnemt het woord.

Hij zorgt voor de goede werking van de vergadering, hij handhaaft de orde en laat het reglement naleven.

Art. 11. De agendapunten worden besproken in de volgorde waarin ze op de agenda voorkomen. Deze volgorde kan bij beslissing van de voorzitter of van het comité « Welzijn en Gezondheid » gewijzigd worden.

Art. 12. De administrateur-generaal, bijgestaan door de inspecteur-generaal van de branche « Welzijn en Gezondheid », brengt verslag uit over de aangelegenheden die op de agenda staan. Ze kunnen zich laten bijstaan door personeelsleden van het Agentschap.

Art. 13. Elk lid kan wijzigingen in de aan het comité « Welzijn en Gezondheid » onderworpen beslissingsontwerpen voorstellen; voor zover mogelijk worden die wijzigingen schriftelijk ingediend en voor de vergadering aan de voorzitter overgemaakt.

Art. 14. Elke beraadslaging betreffende één van de agendapunten kan bij beslissing van het comité « Welzijn en Gezondheid » op voorstel van de voorzitter uitgesteld worden.

Art. 15. § 1. Wat het geheel van de opdrachten van het comité « Welzijn en Gezondheid » betreft, worden de beslissingen bij tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige stemgerechtigde leden genomen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

§ 2. Er wordt bij handopsteken gestemd. Het lid dat zich onthoudt kan zijn onthouding motiveren. Ze wordt in het proces-verbaal geacteerd.

§ 3. Behoudens andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling kan het comité « Welzijn en Gezondheid » voor de persoonsgebonden aangelegenheden beslissen dat er bij geheime stemming gestemd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Secretariaat van het comité « Welzijn en Gezondheid »*

Art. 16. De algemene raad wijst onder de personeelsleden van de diensten van de betrokken branche op de gezamenlijke voordracht van het branchecomité « Welzijn en Gezondheid », van de administrateur-generaal en van de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche "Welzijn en Gezondheid", de persoon belast met het secretariaat aan.

HOOFDSTUK VI. — *Processen-verbaal*

Art. 17. De secretaris maakt een ontwerp van proces-verbaal op. Het proces-verbaal vermeldt de namen van de aanwezige leden, van de verschoonde leden, van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten alsmede de namen van de aanwezige personen met raadgevende stem en van de personen die gehoord worden tijdens de bespreking van bepaalde agendapunten.

Het proces-verbaal geeft een beknopt overzicht van de debatten alsook van het resultaat van de stemmingen en van de formele motivering van de beslissingen.

Art. 18. Het comité « Welzijn en Gezondheid » kan in geval van dringende noodzakelijkheid het proces-verbaal tijdens de zitting geheel of gedeeltelijk goedkeuren.

Het comité « Welzijn en Gezondheid » bepaalt de definitieve tekst van de processen-verbaal.

Art. 19. De goedgekeurde processen-verbaal worden door de voorzitter, de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Welzijn en Gezondheid » of door hun vervanger getekend. Ze worden bij de zetel van het Agentschap bewaard.

Art. 20. De leden van het comité « Welzijn en Gezondheid » en de personen die er met raadgevende stem aan deelnemen mogen elk ogenblik de processen-verbaal raadplegen.

Art. 21. De uittreksels van de processen-verbaal worden door de administrateur-generaal en de inspecteur-generaal van de branche « Welzijn en Gezondheid » voor echt verklaard.

HOOFDSTUK VII. — *Uitvoering en bekendmaking van de beslissingen*

Art. 22. De uitvoering van de beslissingen van het comité « Welzijn en Gezondheid » en hun eventuele publicaties wordt toevertrouwd aan de administrateur-generaal of de inspecteur-generaal verantwoordelijk van de branche « Welzijn en Gezondheid » in functie van de toegekende machtigingen.

De uitvoering wordt zonder goedkeuring van het proces-verbaal uitgevoerd behalve voor de punten waarvoor het comité « Welzijn en Gezondheid » beslist heeft de uitvoering tot de goedkeuring van het proces-verbaal uit te stellen.

HOOFDSTUK VIII. — *Rechten en plichten van de leden van het comité « Welzijn en Gezondheid »*

Art. 23. De leden die bijkomende inlichtingen over de agendapunten willen krijgen of verstrekken met betrekking tot de geagendeerde punten, nemen contact op met de administrateur-generaal of de inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Welzijn en Gezondheid ».

Art. 24. Het Agentschap stelt elk lid in elektronische versie een verzameling wet- en reglementaire teksten ter beschikking. De inspecteur-generaal verantwoordelijk voor de branche « Welzijn en Gezondheid » zorgt ervoor, dat die verzameling bijgehouden wordt.

Art. 25. Onverminderd artikel 25 is de aanwezigheid op de vergaderingen verplicht.

Art. 26. Het lid verbindt zich ertoe zich niet door individuele belangen te laten leiden maar altijd in het belang van het Agentschap te beslissen en handelen en zijn beslissingen onafhankelijk van alle persoonlijke overwegingen te nemen.

Art. 27. Het lid zal standpunten die niet overeenstemmen met de door het Agentschap besloten beleidsoplossingen niet openbaar verdedigen.

Art. 28. Het lid zal onvoorwaardelijk afstand doen van enigerlei voordelen die hem door derden geboden worden in ruil voor een invloed bij een beslissing binnen het comité « Welzijn en Gezondheid ».

Art. 29. Het lid moet het vertrouwelijk karakter bewaren van de inlichtingen, beraadslagingen, stemmingen, processen-verbaal en beslissingen die het krijgt of waarvan het kennis heeft gehad in of ter gelegenheid van de uitoefening van zijn functies. Het lid deelt elke strikt noodzakelijke informatie mee om verslag uit te brengen over zijn opdrachten bij de organisatie die het vertegenwoordigt en vergewist zich ervan dat die mededeling de noodzakelijke garanties inzake vertrouwelijkheid biedt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2016 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de branchecomités van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waal Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PRÉVOT